

2025

**L'ANNÉE ÉNERGÉTIQUE ET MINIÈRE AFRICAINE
A-T-ELLE VRAIMENT ÉTÉ SI BELLE QUE ÇA ?**

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO

• **L'ÉVÉNEMENT**

L'inauguration de la mine de lithium de Bougouni, présidée par le Chef de l'État, le Général d'Armée Assimi Goïta.

• **LE DOSSIER**

Bras de fer entre l'État du Mali et Barrick Gold : retour sur l'affaire qui a marqué le secteur minier africain.

• **ZOOM**

Face à la crise du carburant qui frappe le Mali, le secteur minier est également sous tension.



SPIRIT

Bonne et
heureuse année
2026



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ





2025 : Alea jacta est

"Le sort en est jeté" pour 2025.

Nous en consommons les derniers moments entre bilan et projection, regret et satisfaction, accomplissement et sentiment d'inachevé.

En rembobinant le fil de l'année qui s'achève, il est tentant de tomber dans le piège du manichéisme, celui, tranché et sans recours, d'un seul et unique qualificatif à donner à l'année qui exclurait *de facto* son contraire. 2025 a-t-elle été ou non une bonne année ? Au-delà de la subjectivité qu'induit la question, il y a la posture du journaliste et de l'observateur.

Le journaliste, fidèle aux faits, reviendra sur les grands sujets et événements qui ont rythmé l'année 2025, tandis que l'observateur tentera d'en analyser la substance et de se projeter sur les grandes tendances. Cette année qui prend fin fut une année de réformes pour plusieurs pays africains, y compris le Mali, dans la continuité de l'année 2023. Elle fut également une année de défis sur l'ensemble des secteurs que couvre POINT FOCUS.

Vers un nouveau cycle

Analyser l'année qui s'écoule doucement vers la nouvelle, c'est aussi faire remarquer que votre revue malienne des ressources minières et des énergies atteint le chiffre cardinal 10. Dix numéros, au fil desquels notre rédaction s'est faite la promesse de fournir l'information, toute l'information et rien que l'information des secteurs Mines et Énergie du Mali et d'ailleurs. En autant de parutions, nous espérons avoir fait preuve d'un professionnalisme à la mesure des exigences du secteur des industries extractives et énergétiques en mettant entre les mains de nos lecteurs des articles de fond sur des sujets denses. Ces articles ont bénéficié de la bienveillance d'un nombre important d'experts et d'acteurs des secteurs couverts.

Ce chiffre 10, symbole de complétude, nous engage vers un nouveau cycle et non vers un sentiment d'accomplissement. Nos lecteurs méritent que la nouvelle année et les prochains numéros de la revue POINT FOCUS soient des fenêtres ouvertes sur une dynamique de progrès des secteurs mines et énergies. Nous ne manquerons pas d'en disséquer les tenants et les aboutissants.

Et puisque ce numéro paraît en pleine saison des vœux, nous adressons à l'ensemble des femmes et des hommes qui, sur tout le continent, font vivre et progresser les industries minières et énergétiques, nos souhaits d'une année de stabilité, de maîtrise et de valeur durablement créée pour l'Afrique ■

Baba Sakho

PUBLICATION

POINT FOCUS **LA REVUE MALIENNE DES RESSOURCES MINIÈRES ET DES ÉNERGIES**

PÉRIODIQUE GRATUIT

Numéro 10 | Année 2025

N° ISSN : 1987-1732

Ce numéro est édité par KAYAK EDITION SARL

TIRAGE : 2 500 exemplaires.

Version numérique et abonnement gratuits disponibles sur :
www.pointfocus.org

DIRECTION DE LA PUBLICATION : KAYAK EDITION

RÉDACTION : Baba SAKHO, Toumani ZERBO

CONSULTANT : Issa Henry DIARRA

Contact E-mail : contact@pointfocus.org

Imprimé au Mali par : CF-MAC

Tous droits de reproduction même partiels des textes et images sont réservés pour tous pays.



AU SOMMAIRE

PAGE
06

L'ÉVÉNEMENT | UNE DEUXIÈME GRANDE MINE DE LITHIUM POUR LE MALI.

La région s'est mobilisée à la hauteur de l'événement, réunissant autorités locales, communautés et acteurs du secteur pour l'inauguration officielle de la nouvelle mine de lithium de Bougouni.



PAGE
09

DÉCRYPTAGE | 2025 : BILANS MINIERS ET ÉNERGÉTIQUE DE L'ANNÉE ÉCOULÉE.

- Secteur minier africain en 2025 : projets, souveraineté et après-mine.
- Secteur de l'énergie en Afrique en 2025 : transitions sous contraintes.



PAGE
16

LE DOSSIER | FIN DU BRAS DE FER ENTRE L'ÉTAT DU MALI ET BARRICK GOLD : RETOUR SUR L'AFFAIRE QUI A MARQUÉ LE SECTEUR MINIER AFRICAIN.

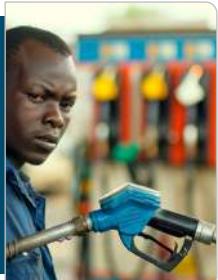
Retour sur un feuilleton qui aura tenu en haleine, pendant un peu plus de quarante mois, la communauté minière malienne et internationale.



PAGE
21

ZOOM | CRISE DU CARBURANT : LES MINES NE SONT PAS EN RESTE.

La crise du carburant qui frappe le Mali depuis plusieurs semaines n'a pas seulement bouleversé le quotidien des ménages. Elle a également touché de plein fouet le tissu économique national, perturbant les chaînes d'approvisionnement, ralentissant les activités productives et mettant sous tension des secteurs entiers. Parmi eux, l'industrie minière apparaît comme l'une des premières victimes silencieuses d'un blocus économique inédit, dont les effets dépassent largement la seule question de la mobilité urbaine.



PAGE
24

TECHNO | BILAN 2025 : CES INNOVATIONS TECHNIQUES QUI ONT VRAIMENT FAIT BOUGER L'HYDRO, L'ÉNERGIE ET LES MINES.

En 2025, l'innovation la plus visible n'a pas été le "gadget", mais l'industrialisation de solutions qui rendent les systèmes critiques plus pilotables, plus stockables et plus sûrs.



PAGE
26

VU D'ICI.

Une compilation d'informations succinctes et de brèves nationales provenant des divers secteurs traités dans POINT FOCUS, offrant ainsi un aperçu rapide de l'actualité et des développements récents au Mali.



PAGE
29

VUES D'AILLEURS.

Une rubrique qui offre un panorama des événements et des faits marquants à travers différentes perspectives, pour mieux saisir les développements régionaux, continentaux et internationaux qui pourraient avoir un impact sur les secteurs traités dans POINT FOCUS.



PAGE
34

3 BONNES RAISONS DE CROIRE EN UNE BONNE ANNÉE 2026.

Entre bilans et bonnes résolutions, la transition d'une année à l'autre se conjugue au gré des flashbacks mais aussi et surtout des espoirs d'une nouvelle année bien meilleure que celle qui tire sa révérence.



►► 22 711 MW



C'est la puissance record atteinte par l'éolien au Royaume-Uni le 11 novembre 2025 à 19h30, selon le National Energy System Operator. Les turbines ont fourni alors 43,6 % de la demande électrique nationale, de quoi alimenter plus de 22 millions de foyers et dépasser le précédent record de 22 523 MW établi en décembre 2024. Pour un pays encore très dépendant du gaz, voir presque la moitié du réseau portée par le vent en temps réel est un signal fort du basculement en cours.

►► 500 000 tonnes



C'est le volume annuel de cathodes de cuivre que la nouvelle coentreprise entre Mercuria et la société d'État congolaise Gécamines pourrait commercialiser, en plus de grandes quantités de cobalt. Cette JV intervient dans la foulée d'un accord de paix RDC-Rwanda, avec un droit de premier refus accordé aux acheteurs américains et un soutien financier de l'US International Development Finance Corporation. Washington envisage un financement de plus d'un milliard de dollars pour sécuriser cette chaîne cuivre-cobalt et soutenir le développement d'un corridor ferroviaire vers la côte angolaise. Pour les minéraux de transition, le Congo devient un pivot assumé de la rivalité États-Unis - Chine.

►► 12 à 14 grammes



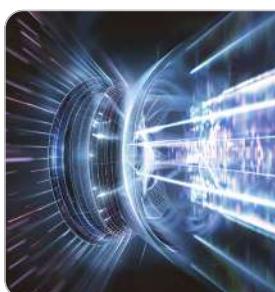
C'est la teneur en or par tonne de minerai mesurée dans le bloc d'Amrapur, dans le district de Koppal, au Karnataka, un niveau jugé "rare" par les autorités indiennes. Habituellement, les études tournent autour de 2 à 3 grammes par tonne, y compris à Hutti, la grande mine d'or du pays. Dans la même zone forestière protégée, un gisement de lithium a été identifié à Amareshwara, faisant du Karnataka le deuxième point de découverte de ce métal en Inde après le Cachemire. Entre or exceptionnellement riche et métal clé pour les batteries, la pression politique monte pour ouvrir ces forêts au mining, au risque d'un conflit frontal entre ressource minérale et patrimoine écologique.

►► 94 %



C'est le taux de récupération du lithium atteint par l'usine pilote d'Albemarle dans le désert d'Atacama, au Chili, après plus de 3 000 heures de fonctionnement continu. Cette installation de démonstration affiche aussi jusqu'à 85 % de réutilisation de l'eau, un point crucial dans l'un des environnements les plus arides du monde. À titre de repère, l'extraction par évaporation, très utilisée dans les salars, entraîne la perte de plus de 90 % de l'eau de la saumure. L'industriel y teste des procédés plus efficaces et moins gourmands en ressources que les méthodes classiques. Si ces performances sont confirmées à l'échelle industrielle, le cœur économique et environnemental de la filière lithium pourrait être profondément remanié.

►► 1ère fois



C'est une prouesse revendiquée par la société britannique Tokamak Energy, qui annonce avoir reproduit pour la première fois des champs magnétiques équivalents à ceux d'une future centrale à fusion dans un système complet d'aimant supraconducteur à haute température. Les bobines, en rubans REBCO, fonctionnent en configuration "power plant" et valident la capacité de ces matériaux à tenir des champs intenses dans une architecture compacte. Cette étape ne produit pas encore d'électricité, mais elle enlève un verrou clé entre les tokamaks expérimentaux actuels et des machines industrielles beaucoup plus petites et plus puissantes. Un jalon discret sur le papier, mais potentiellement décisif dans la course mondiale à l'énergie de fusion.

UNE DEUXIÈME GRANDE MINE DE LITHIUM POUR LE MALI.

La région s'est mobilisée à la hauteur de l'événement, réunissant autorités locales, communautés et acteurs du secteur pour l'inauguration officielle de la nouvelle mine de lithium de Bougouni. Présidée par le Chef de l'État, le Général d'Armée Assimi Goïta, la cérémonie a été présentée comme "un signal fort aux marchés internationaux, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'aux opérateurs industriels", en raison de son rôle dans la stratégie nationale de diversification minière.

Dans ce contexte, Les Mines de Lithium de Bougouni (LMLB SA) avaient déployé un dispositif organisationnel ambitieux, visant à offrir une présentation complète du projet – de ses composantes techniques à ses retombées économiques et communautaires – afin de marquer l'importance stratégique de cette nouvelle étape pour la filière lithium au Mali.



Joint dans la diversification de l'industrie minière au Mali, le lithium se présente, selon les autorités, comme une ressource capitale appelée à jouer un rôle central dans la stratégie nationale. Porté par la dynamique mondiale du tout électrique, le Mali ambitionne de s'affirmer ainsi comme un acteur important dans la production et la commercialisation du lithium. Le Président de la Transition malienne, dans son allocution de clôture de la cérémonie d'inauguration, a d'ailleurs projeté le pays comme le premier producteur africain de concentré de spodumène dès 2026, grâce

aux productions combinées de Goulamina avec Ganfeng et de Bougouni avec Hainan Group. Deux leaders chinois du secteur mondial du lithium, dont l'intérêt pour le Mali s'explique par l'ampleur de son potentiel. Selon les données du dernier rapport de l'ITIE-Mali, ce potentiel est estimé à un peu plus de cinq milliards de tonnes de mineraux de lithium à l'état actuel de la recherche (2022).

● **La région de Bougouni, figure de proue de l'exploitation du lithium.**

Le découpage administratif, débuté en 2012 et finalisé en juillet 2022, a vu Bougouni érigée en région. Cette

zone est connue des acteurs miniers pour avoir accueilli l'emblématique mine d'or de Morila et une des plus anciennes mines en exploitation du Mali, la mine d'or de Kalana. Mais depuis quelques années, la région s'est transformée, au gré des travaux d'exploration de lithium, pour devenir un pôle mondial de cette substance minérale.

Forte de ses 36 670 km² de superficie, la région de Bougouni offre au Mali un potentiel aurifère et lithinifère important en raison de la richesse de son sous-sol en pegmatites. Les réserves annoncées des deux mines actuellement en activité, estimées à 130 millions de



tonnes de minerai contenant du lithium, permettent de mesurer l'ampleur des perspectives ouvertes dans cette zone. Plusieurs autres projets sont d'ailleurs annoncés : les permis d'African Lithium Mining, de Xantus ou encore de Moketi laissent entrevoir de nouvelles étapes de développement.

L'inauguration a suscité une forte mobilisation locale. Les habitants de Bougouni se sont rassemblés en nombre pour accueillir la délégation officielle, marquant l'importance accordée à l'ouverture de cette nouvelle phase d'exploitation. L'arrivée du Président de la Transition a lancé la cérémonie, qui s'est déroulée dans une atmosphère attentive et résolument tournée vers les perspectives économiques du projet.

● **Le lithium, le tournant stratégique.**

"Le projet lithium de la société Les Mines de Lithium de Bougouni [...] renforce le positionnement stratégique de notre pays dans le cercle fermé des pays producteurs de lithium, qui est indéniablement une substance stratégique pour le monde engagé sur la voie de la transformation écologique". C'est en ces termes que le Ministre des Mines, Pr. Amadou Keïta, a posé le cadre de la cérémonie d'inauguration avant de mentionner les ambitions malientes en matière de diversification de l'exploitation minière et de transformation locale du lithium.

Le virage que prend le Mali s'explique sans doute par un contexte mondial qui voit la demande du tout électrique (voiture, stockage électrique, électrification rurale, etc.) en constante évolution. Le Ministre des Mines ne tarde pas à se projeter : *"Notre pays entend tirer le maximum*

de profit de cette matière en continuant sa politique de diversification et d'ouverture à des partenariats structurants". Il annonce dans la foulée d'autres projets d'exploration qui devront conduire à *"mettre le Mali sur la carte des fournisseurs mondiaux de lithium"*.

Il convient de rappeler que Lithium du Mali S.A, qui opère la mine de Goulamina depuis un peu moins de deux ans, représente un investissement d'environ 545 millions de dollars, soit 305 milliards de francs CFA. Le gisement de Goulamina est le cinquième plus grand gisement de lithium au monde et sera la quatrième unité mondiale de production de spodumène, et la plus importante en Afrique en termes de capacité de production. S'agissant du projet de Bougouni, porté par Les Mines de Lithium de Bougouni SA (LMLB SA), il représente une initiative stratégique visant à positionner durablement le Mali parmi les acteurs majeurs du marché mondial du lithium. Kodal Minerals UK, actionnaire majoritaire de LMLB SA, estime la durée de vie de la mine à 11 ans pour une exploitation avoisinant les 19,8 millions de tonnes de minerai, avec une teneur moyenne de 1,07 % en oxyde de lithium (Li₂O). Grâce à une récupération métallurgique de 65,8 %, la production totale est estimée à 2,44 millions de tonnes de concentré de spodumène.

Les projections financières du projet s'annoncent optimistes, avec des coûts d'exploitation totaux évalués à 1,41 milliard de dollars américains, soit un coût moyen de 576 USD par tonne de concentré produit. Sur la base de cette projection, LMLB SA espère générer des

revenus cumulés de 2,25 milliards USD pour un résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement de 821,5 millions USD et un résultat net après impôts de 374,8 millions USD. Selon, toujours, les estimations de la mine, la part de l'État malien dans les flux financiers du projet est estimée à 254,9 millions USD, comprenant 67,5 millions USD de redevances et 187,4 millions USD d'impôts sur les sociétés.

Le Président du Conseil d'Administration de Kodal Mining UK Limited, Teng Lei, a salué la synergie entre expertise internationale, vision nationale et engagement communautaire, unissant ainsi le Mali, la Chine et le Royaume-Uni autour d'un objectif commun. Il a tenu lors de son discours à réaffirmer la volonté de son Groupe *"de contribuer activement à la croissance économique du Mali et de favoriser l'émergence d'une industrie du lithium compétitive et durable, au bénéfice du continent africain et du monde entier"*. C'est dans cet esprit que Teng Lei présente le projet de LMLB comme le *"symbole d'une exploitation moderne, responsable et durable des ressources naturelles, tout en constituant un levier essentiel pour la création d'emplois, le renforcement des compétences locales et le développement des infrastructures régionales"*.

● **Rayonnement géoéconomique et transformation locale.**

Le Président de la Transition, pour sa part, est revenu dans un premier temps sur la consolidation de la position du Mali dans la chaîne mondiale des métaux critiques, essentiels à la transition énergétique, avant de rappeler

•••



••• Ier la vision nationale qui est de transformer l'exploitation de ce minerai en vecteur de rayonnement géoéconomique pour le Mali.

Qu'il s'agisse du Gouverneur de la région ou des autorités coutumières présentes, un des enjeux de cette nouvelle mine est la concrétisation des promesses de contenu local. La mine annonce 500 emplois directs et indirects durant la Phase 1, un chiffre pouvant atteindre 800 emplois à pleine capacité. Elle annonce, en outre, plus de 317 millions investis dans des projets de développement communautaire, comme la construction et la réhabilitation d'infrastructures routières, le soutien aux écoles, l'appui aux activités agricoles et sanitaires, etc. À ces actions s'ajoutent 446 millions FCFA de com-

pensations foncières et un engagement annuel de 72,5 millions FCFA dédié au Plan de Développement Communautaire (PDC). Des comités communautaires ont été mis en place pour assurer la transparence du recrutement, le suivi environnemental et la bonne gouvernance locale du projet.

Pour répondre aux objectifs définis par l'État au secteur minier, le Ministre des Mines a tenu à lancer un message clair "aux derniers sceptiques" quant à la volonté du Gouvernement de Transition "de mettre un terme au désordre qui a longtemps régné dans le secteur minier. L'exploitation minière ne peut s'accommoder d'acteurs non outillés, ni financièrement ni techniquement, agissant comme des spéculateurs fonciers et se mettant, de

facto, à l'écart des règles de l'art de ladite exploitation et ne payant aucun dû à l'État du Mali".

Cette mise en garde est sans doute en lien avec l'annulation de 121 titres miniers, intervenue quelques jours avant l'inauguration de la mine de Bougouni. Une décision très commentée dans l'actualité, sans pour autant éclipser l'éclat de la cérémonie d'inauguration officielle. Il est toutefois à noter que la crise du carburant et la menace terroriste dans la région n'ont pas facilité la participation de plusieurs acteurs du secteur ni d'un représentant de l'Ambassade de Chine. À la différence de Goulamina, aucun représentant chinois n'a donc été invité à s'exprimer ■

Par Baba Sacko



SAER PROTECT

UNE SENTINELLE À VOS CÔTÉS POUR UNE SÉCURITÉ SANS FAILLE



Grâce à son expertise reconnue dans le domaine de la sécurité, SAER PROTECT se positionne comme une sentinelle de toute confiance pour la protection des personnes et des biens au Mali et en Afrique de l'Ouest.

Certifiés ISO 9001:2015, nous proposons une large gamme de services, allant de la sécurisation physique aux solutions techniques avancées : alarmes, vidéosurveillance, systèmes de tracking et dispositifs anti-incendie.

Avec un effectif de près de 2 400 agents formés et une infrastructure de surveillance active 24/7, nous sommes en mesure de répondre aux besoins les plus exigeants de secteurs tels que les mines, l'industrie, l'énergie ou les services diplomatiques et consulaires.

SAER PROTECT accompagne des acteurs essentiels dans leur secteur tels que : SEMOS SADIOLA, SEMOS YATELA, ORANGE MALI, UNICEF, AMBASSADE DU CANADA, CICR GENÈVE, PAM, LITHIUM DU MALI SA.

CONTACTS ► E-mail : infos@saer-protect.com | Tél. : +223 20 29 52 68 / +223 70 53 96 63 | www.saer-protect.com

SECTEUR MINIER AFRICAIN EN 2025 : PROJETS, SOUVERAINETÉ ET APRÈS-MINE.

Dans un contexte de prix record pour l'or, 2025 n'a pas été une année de rupture spectaculaire, mais de consolidation silencieuse pour le secteur minier africain. Nouvelles capacités aurifères, codifications plus souveraines, premiers usages concrets de la digitalisation et interrogations croissantes sur la fermeture des sites dessinent une carte plus structurée, mais aussi plus exigeante.



Ce panorama 2025 du secteur minier africain ne prétend évidemment pas couvrir l'ensemble des projets et des décisions qui ont marqué l'année, mais il met en évidence quelques lignes de force. En Afrique de l'Ouest, l'or demeure le moteur central, dans un environnement de prix exceptionnel. En parallèle, les États affinent leurs cadres juridiques, les opérateurs accélèrent la transition vers la mine augmentée et la question de la fermeture des sites s'impose peu à peu comme un test décisif de la qualité de la gouvernance.

● Projets d'or : des dossiers qui se concrétisent.

En 2025, le secteur aurifère ouest africain a évolué dans un environnement de prix exceptionnel, avec un cours de l'once d'or qui a franchi puis consolidé le seuil des 4 000 dollars au dernier trimestre (voir encadré). Dans ce contexte porteur, l'année n'a pourtant pas été celle des grandes annonces, mais plutôt celle où plusieurs projets existants ont franchi des étapes décisives.

Au Ghana, le projet Ahafo North de Newmont a officiellement basculé en production commerciale vers la fin de l'année. Ce nouvel actif complète le dispositif du groupe autour du complexe Ahafo et vient conforter le pays dans son rôle de juridiction aurifère majeure. Pour les autorités comme pour l'opérateur, l'enjeu est désormais de transformer cet investissement en ancrage durable, en termes d'emplois, de contrats locaux et de recettes fiscales.

En Guinée, la relance de Kiniero illustre une autre facette de la dynamique régionale. Ancienne mine mise en veille au milieu des années 2010, le site fait l'objet d'un redémarrage porté par Robex, avec la construction d'une nouvelle usine de traitement et un premier or visé à très court terme. Ce retour en production intervient alors que la société s'engage dans un mouvement de rapprochement avec d'autres acteurs présents dans le pays, signe d'une consolidation progressive ●●●



- des producteurs de taille intermédiaire.

Au Mali, la mine de Syama ne correspond pas à une nouvelle ouverture, mais à une montée en puissance industrielle. Resolute poursuit la mise en œuvre du Syama Sulphide Conversion Project, qui doit adapter l'usine aux minerais sulfurés et augmenter la capacité de traitement. Après une séquence fiscale tendue en 2024, le groupe a clarifié sa gouvernance régionale, avec un changement de direction placé sous la houlette du nouveau PDG, Christopher Eger. L'objectif est de conduire la phase finale du projet dans le cadre du nouveau Code minier, tout en assurant la continuité et la stabilité des opérations. Syama illustre ainsi un mouvement de fond où les opérateurs investissent autant dans la modernisation des actifs existants que dans l'ouverture de nouveaux gisements.

● **Réformes et gouvernance : la souveraineté comme fil conducteur.**

En 2025, les débats sur la gouvernance minière ont pris moins la forme de nouvelles grandes lois que de la mise en musique de réformes déjà engagées. Dans plusieurs pays, l'heure n'est plus seulement à attirer les investissements à tout prix, mais à stabiliser un cadre qui permette de garder davantage de valeur dans l'économie nationale, sans casser la dynamique du secteur.

Au Mali, le nouveau Code minier adopté en 2023 et la loi relative au contenu local ont commencé à se traduire en textes d'application. Les décrets publiés en 2024 précisent les obligations de rapportage, les catégories de biens et services réservés aux entreprises

locales, ainsi que le rôle du Secrétariat permanent chargé de suivre le contenu local. Dans le même temps, les audits fiscaux et les règlements de différends avec certains opérateurs traduisent une volonté affirmée de sécuriser les recettes publiques issues de l'or.

Le Burkina Faso s'inscrit dans une logique proche, avec l'adoption en 2024 d'un nouveau code minier et d'une loi spécifique sur le contenu local. Là aussi, le message est clair : les institutions nationales entendent démontrer leur capacité à concevoir et à piloter elles-mêmes le cadre juridique du secteur, tout en maintenant le pays dans le cercle des jurisdictions attractives.

Au Ghana, autre poids lourd de l'or africain, les évolutions sont plus graduelles mais tout aussi significatives. Le renforcement des règles de Contenu local, la révision annoncée de certains paramètres du régime minier et la volonté de mieux irriguer les communautés minières s'inscrivent dans la même tendance de fond : faire en sorte que la manne aurifère



COURS DE L'OR : LA RÉTROSPECTIVE DE 2025.

• **NIVEAUX RECORD**

En 2025, l'or a évolué à des niveaux sans précédent, avec une once qui a franchi puis consolidé le seuil des 4 000 dollars au dernier trimestre.

• **UN RALLYE PROLONGÉ**

Cette envolée prolonge le mouvement haussier amorcé en 2024, sur fond de multiplication des risques géopolitiques et d'incertitudes économiques globales.

• **RÔLE DES BANQUES CENTRALES**

Les achats soutenus des banques centrales, notamment dans les pays émergents, ont contribué à installer l'or comme actif de réserve stratégique, au même titre que certaines devises majeures.

• **VALEUR REFUGE ASSUMÉE**

Dans un contexte de tensions monétaires et de volatilité sur les marchés financiers, l'or a renforcé son statut de valeur refuge, prisée des investisseurs institutionnels comme des particuliers.

• **IMPACT POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Pour les opérateurs actifs en Afrique de l'Ouest, ces niveaux de prix renforcent la pertinence des projets déjà engagés et sécurisent certaines décisions d'investissement, sans pour autant effacer les interrogations sur la fiscalité, la gouvernance et le partage de la valeur entre États, compagnies minières et sous-traitants.



se traduise plus visiblement en emplois, en contrats locaux et en infrastructures.

Pour de nombreux observateurs du continent, ces mouvements ne relèvent pas d'un simple réflexe de "nationalisme des ressources", mais d'un tournant de souveraineté assumée. La question clé, pour les États comme pour les compagnies, sera désormais celle de la prévisibilité : la capacité à appliquer ces nouvelles règles dans la durée, de manière visible et concertée.

Les premiers chiffres disponibles montrent d'ailleurs que ce tournant de souveraineté n'est pas uniquement théorique. Au Mali, les autorités annoncent avoir déjà recouvré plus de 760 milliards de F CFA d'arriérés auprès des sociétés minières et estiment à près de 585 milliards de F CFA par an les recettes supplémentaires attendues de l'application du Code minier de 2023 aux opérations en cours. Au Sénégal, les entreprises locales ont capté plus de 82 milliards de F CFA de parts de marché dans le secteur minier en 2024 grâce au Contenu local, tandis que le gouvernement ivoirien consacre désormais des ateliers spécifiques au déploiement de sa propre politique. Ces avancées s'accompagnent toutefois de nouveaux défis, comme la lutte contre les "entreprises fantômes" qui se réclament du Contenu local sans respecter leurs obligations sociales et fiscales.

● **Technologie et innovation : de la vitrine aux usages concrets.**

En 2025, la technologie est restée un mot-clé omniprésent dans les conférences minières africaines, mais la différence avec les années précédentes tient à autre chose. Derrière les présentations sur l'intelligence artificielle et la digitalisation, on commence à voir apparaître des usages concrets, testés sur le terrain, même si leur diffusion reste encore très inégale selon les pays et la taille des opérateurs. Dans l'exploration, plusieurs groupes et juniors ont communiqué sur l'utilisation de modèles

d'IA pour croiser données géologiques, historiques de forages et imagerie satellite, avec l'objectif de réduire les délais et les coûts de découverte. Certaines présentations lors de l'African Mining Week 2025 ont ainsi mis en avant des gains de précision dans la définition des cibles, qui permettent de concentrer les budgets de forage sur les zones les plus prometteuses.

Sur les sites en production, la montée en puissance des centres de contrôle intégrés et de la maintenance prédictive se confirme. Capteurs, supervision en temps réel et algorithmes de suivi de performance sont de plus en plus utilisés pour anticiper les défaillances des équipements lourds, optimiser la consommation d'énergie et limiter les arrêts non planifiés. Plusieurs études et retours d'expérience africains évoquent des baisses mesurables de temps d'arrêt et de coûts de maintenance lorsque ces systèmes sont correctement déployés.

La technologie s'invite aussi du côté de la conformité et de la sécurité. La télédétection, les images satellites et les drones sont désormais mobilisés pour surveiller l'extension des fosses, suivre l'occupation des sols autour des sites, repérer des activités minières illicites et documenter l'empreinte environnementale. En Afrique de l'Ouest, la combinaison de drones et d'outils d'analyse d'images alimente déjà des dispositifs de lutte contre l'orpaillage illégal, dans un contexte de prix de l'or très élevé.

Pour l'heure, cette "mine augmentée" reste encore concentrée chez quelques grands opérateurs et sur certains projets pilotes. Mais le mouvement paraît difficilement réversible. À mesure que les États digitalisent eux-mêmes leurs cadastres et leurs procédures d'octroi de titres, l'ensemble de la chaîne minière africaine se trouve peu à peu entraînée vers plus de données, plus de traçabilité et plus d'outils d'aide à la décision.

•••



● Défis : penser l'après-mine pour ne pas subir la fermeture.

En 2025, une partie des débats miniers en Afrique ne porte plus seulement sur l'ouverture de nouveaux sites, mais sur ce qui se passe quand l'exploitation s'arrête. Comme nous l'avions déjà souligné dans le numéro 8 de POINT FOCUS, la fin de vie d'une mine reste un processus complexe à gérer, à la croisée de l'environnement, des finances publiques et du devenir des territoires.

Sur le plan environnemental, l'actualité récente rappelle que les passifs miniers ne relèvent pas du passé. L'effondrement en 2022 du barrage de résidus de Jagersfontein en Afrique du Sud, qui a libéré des millions de mètres cubes de boues toxiques et détruit des habitations et des terres agricoles, fait encore l'objet d'enquêtes et de procédures en 2025. En Zambie, un déversement massif d'effluents acides dans un affluent du fleuve Kafue, en février 2025, a été décrit comme ayant "tué" une rivière du jour au lendemain, perturbant l'accès à l'eau de centaines de milliers de personnes. Ces événements illustrent la frontière ténue entre exploitation en fin de vie, sites abandonnés et catastrophe industrielle.

Le Mali offre un cas instructif. Pays encore jeune dans l'histoire de l'exploitation industrielle, il a longtemps vécu avec l'idée que la fermeture restait lointaine. L'exemple de

Morila, dont la fermeture programmée s'est transformée en prolongation de l'exploitation, a montré à la fois le potentiel d'une reconversion vers l'agrobusiness et la fragilité de ces scénarios lorsque les choix stratégiques évoluent. La réforme engagée en 2023 insiste désormais sur des plans de fermeture détaillés, adossés à des comptes séquestres dédiés à la remise en état et à une responsabilité civile prolongée des titulaires de titres après l'arrêt des activités.

Au-delà des aspects techniques, la question centrale reste celle de la transition socio-économique des communautés. Former les administrations à évaluer les plans de fermeture, associer les populations à la définition de l'après-mine, accompagner les travailleurs vers d'autres secteurs et financer des micro-projets ou des activités alternatives sont autant de conditions pour éviter que la fin de l'exploitation ne se traduise par un simple effondrement local. Derrière chaque fermeture annoncée, c'est donc toute une chaîne d'acteurs qui doit apprendre à préparer l'avenir pendant que la mine fonctionne encore.

Entre concrétisation de projets, montée en puissance des réformes, percée de la mine digitale et exigence croissante autour de l'après-mine, 2025 ressemble moins à un tournant spectaculaire qu'à une année charnière. C'est sur cette base que se jouera la suite ■

Par Toumani Zerbo

ET SI TOUTE L'ACTUALITÉ MINIÈRE ET ÉNERGÉTIQUE DU MALI, DE L'AFRIQUE ET D'AILLEURS ÉTAIT À LA PORTÉE D'UN CLIC ?

LA REVUE MALIENNE DES RESSOURCES MINIÈRES ET DES ENERGIES

POINT FOCUS

POINT FOCUS SE LIT MAINTENANT PARTOUT, TOUT LE TEMPS.

► Articles complets, analyses, data, interviews et anciens numéros sont en ligne sur notre site web www.pointfocus.org

Un espace conçu pour les pros, les chercheurs, les observateurs et les passionnés, où chaque numéro reste disponible gratuitement.

Alors, qu'attendez-vous pour entrer au cœur de l'info ?

www.pointfocus.org

SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE EN 2025 : TRANSITIONS SOUS CONTRAINTES.

Entre explosion annoncée des renouvelables, pari sur le gaz, réseaux sous tension et symbolique hydroélectrique du barrage de la Renaissance, l'année 2025 dessine un paysage énergétique africain en mouvement. Derrière les grands projets, la question centrale reste celle de la sécurité et du partage de l'énergie.



Si l'on passe en revue les dynamiques énergétiques de 2025, une série de tendances structurantes se détache nettement. L'année révèle quelques lignes de force majeures : accélération des renouvelables, retour en grâce du gaz comme énergie de transition, tensions persistantes sur les infrastructures et affirmation d'une hydroélectricité chargée d'enjeux géopolitiques. À travers ces dossiers, c'est la même interrogation qui revient, du Mali à la Corne de l'Afrique : comment sécuriser l'accès à l'énergie tout en préparant la transition de demain.

● **Énergies renouvelables : un basculement mondial, un rattrapage africain encore inégal.**

En 2025, la transition énergétique mondiale a pris un tour très concret : l'essentiel des nouvelles capacités électriques mises en service dans le monde est désormais renouvelable, et le solaire est devenu la technologie dominante dans les plans d'investissement. L'Afrique n'échappe pas à ce mouvement, même si le

rythme y reste contrasté. Sur la dernière décennie, la capacité renouvelable installée sur le continent a quasiment doublé, sans que cela suffise encore à combler le retard accumulé en matière d'accès à l'électricité.

En Afrique subsaharienne, les scénarios à horizon 2030 convergent vers une dynamique de rattrapage : la région pourrait ajouter plusieurs dizaines de gigawatts d'énergies renouvelables supplémentaires, en grande partie portés par le solaire photovoltaïque. La baisse continue des coûts, la multiplication des appels d'offres et l'arrivée de nouveaux partenaires financiers spécialisés créent un environnement plus favorable qu'il y a dix ans, même si les projets se heurtent encore à des contraintes de réseau, de financement et de gouvernance.

Au Mali, l'objectif est d'accélérer l'auto-équipement des ménages et des petites entreprises. Le coût initial du solaire autonome - porté surtout par les batteries - reste élevé pour une partie des populations, créant l'impression d'un kWh plus onéreux que le tarif officiel des centrales thermiques urbaines. Mais lorsque ●●●



••• l'on intègre la durée de vie des équipements, l'absence de dépenses récurrentes en carburant et la fiabilité d'un service non soumis aux coupures, la comparaison se renverse. Sur le long terme, l'énergie solaire s'avère plus prévisible pour le pouvoir d'achat et moins vulnérable aux aléas logistiques. C'est cette équation économique, plus que les arguments strictement environnementaux, qui explique l'essor progressif de l'auto-production dans un contexte de crise énergétique prolongée. Pour autant, le développement des renouvelables ne se résume pas à une addition de projets. Il pose aussi la question de leur intégration dans des systèmes électriques fragiles, marqués par des réseaux vieillissants, des pertes techniques importantes et, dans certains pays, une dépendance persistante au fioul et au diesel. C'est à l'intersection de ces contraintes que se joue la capacité de l'Afrique à transformer son potentiel solaire, éolien et hydraulique en véritable levier de sécurité et de stabilité énergétique.

● **Gaz : carburant de transition ou pari risqué ?**

En 2025, le gaz naturel s'impose plus que jamais comme énergie de transition dans les discours officiels africains. Pour de nombreux gouvernements, il représente à la fois une source d'électricité plus compétitive que le fioul et le diesel, un levier de recettes d'exportation et une manière de sécuriser l'approvisionnement en carburants dans un contexte de forte volatilité des marchés internationaux. Mais ce positionnement intervient alors même que la plupart des grandes économies annoncent leur sortie progressive des énergies fossiles, ce qui pose la question de la fenêtre temporelle réelle dont dispose le continent pour monétiser ses ressources.

Sur le plan des infrastructures régionales, le projet de gazoduc Nigeria-Maroc reste le symbole le plus spectaculaire de cette stratégie. Pensé pour relier le delta du Niger aux côtes atlantiques du Nord-Ouest africain puis, au-delà, à l'Europe, il concentre autant d'espoirs que d'interrogations sur son financement, son calendrier et la réalité de la demande future. À une autre échelle, des projets plus avancés, comme le développement du gaz de Tendrara au Maroc ou la mise en service progressive de la centrale gazière de Temane au Mozambique, illustrent une approche plus pragmatique : utiliser le gaz pour consolider des systèmes électriques nationaux fragiles,

avec des gains de capacité immédiats.

La montée en puissance de la raffinerie géante de Dangote au Nigeria ajoute une autre dimension à ce paysage. En augmentant fortement l'offre de carburants raffinés pour le marché nigérian et, potentiellement, pour une partie de la sous-région, ce complexe industriel ambitionne de réduire la dépendance historique aux importations de produits pétroliers. Pour les pays voisins, souvent confrontés à des crises de pénurie dès que la logistique internationale se grippe, cette évolution pourrait à terme modifier les flux d'approvisionnement, sans toutefois effacer les questions de prix, de contrats de long terme et de concentration des capacités chez un nombre limité d'acteurs. Au total, le gaz apparaît moins comme une solution évidente que comme un pari calculé : il peut contribuer à stabiliser les réseaux électriques et à soutenir la croissance à court et moyen terme, mais il oblige les États à arbitrer finement entre investissements lourds, incertitudes sur la demande future et impératif de ne pas compromettre la trajectoire de décarbonisation.

● **Infrastructures et sécurité d'approvisionnement : produire ne suffit pas.**

Si 2025 confirme la montée en puissance des renouvelables et du gaz, elle rappelle aussi une réalité plus prosaïque : produire de l'énergie ne suffit pas, encore faut-il être capable de la transporter, de la distribuer et de sécuriser les flux qui alimentent les systèmes existants. Dans plusieurs pays africains, les réseaux de transport et de distribution constituent toujours le maillon faible, avec des lignes saturées, des pertes techniques élevées et des entreprises publiques sous forte pression financière.

La crise du carburant qui touche le Mali en cette fin d'année en est une illustration brutale. Quelques semaines de perturbation sur les axes d'acheminement des hydrocarbures ont suffi à provoquer des pénuries visibles dans les stations-service, des files d'attente interminables et la fermeture provisoire d'écoles et d'universités. Au-delà du contexte sécuritaire propre au pays, l'épisode met en lumière la fragilité d'un modèle où une partie essentielle de la production électrique repose encore sur des centrales thermiques dépendantes du diesel et du fioul lourd importés.

Dans ce contexte, le cas de la centrale d'Albâtres à Kayes résume bien les dilemmes de la gouvernance énergétique. Après une phase

de tension contractuelle et l'annonce d'une résiliation, l'État malien est finalement revenu sur sa décision afin de remettre sur le réseau une capacité jugée indispensable. Le message envoyé est double : d'une part, la nécessité immédiate de sécuriser chaque mégawatt disponible dans un système en déficit structurel ; d'autre part, la prise de conscience que la crédibilité du cadre contractuel reste un facteur clé pour mobiliser des investissements privés dans les infrastructures électriques.

● **Hydroélectricité et géopolitique : le signal venu du Nil bleu.**

Parmi les événements marquants de 2025 dans le paysage énergétique africain, l'inauguration officielle du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) occupe une place à part. Avec une capacité installée de plus de 5 000 MW, ce barrage sur le Nil bleu est appelé à devenir le pilier du système électrique éthiopien et un levier majeur d'exportation d'électricité vers les pays voisins. Il concentre à lui seul les promesses et les tensions que charrie désormais l'hydroélectricité sur le continent : outil de souveraineté et de développement pour certains, source d'inquiétude existentielle pour d'autres.

Pour Addis-Abeba, le GERD incarne l'ambition de sortir durablement des coupures récurrentes, de soutenir l'industrialisation et de monétiser un potentiel hydroélectrique longtemps considéré comme sous-exploité. L'Éthiopie y voit aussi un marqueur politique fort : la capacité d'un pays africain à financer et à piloter un projet d'infrastructure de cette ampleur sans se laisser dicter toutes ses conditions de l'extérieur. Du point de vue éthiopien, l'enjeu est autant symbolique qu'énergétique.

En aval, le regard est bien différent. L'Égypte, dont l'agriculture et l'approvisionnement en eau dépendent largement du Nil, continue de voir dans le GERD un risque stratégique. Les négociations sur les modalités de remplissage et d'exploitation du barrage ont permis d'éviter le pire, mais n'ont pas complètement dissipé les craintes d'un impact sur les débits disponibles en période de sécheresse. Le Soudan, pris entre des besoins électriques importants et des préoccupations propres de sécurité hydrique, illustre quant à lui la position délicate des pays intermédiaires dans ce type de configuration. À l'image des tensions régionales observées autour des barrages turcs sur l'Euphrate et le Tigre, le GERD rappelle que l'hydroélectricité peut être un instru-

ment de souveraineté autant qu'un facteur de friction entre États riverains.

Au-delà du seul cas éthiopien, le GERD envoie un signal plus large : à l'heure où le solaire et l'éolien gagnent du terrain, l'hydroélectricité reste un instrument central de la politique énergétique africaine, avec une dimension géopolitique rarement neutre lorsque les bassins versants sont partagés. La manière dont ce projet sera géré dans la durée – en termes de coopération, de transparence et de partage des bénéfices – sera observée de près par d'autres pays engagés dans des programmes hydroélectriques d'envergure. Elle contribuera, pour partie, à définir les contours d'une diplomatie de l'énergie à l'africaine, faite à la fois de besoins urgents, de souveraineté affirmée et de dépendances hydrologiques difficiles à contourner.

Entre promesses de transition et réalités de terrain, 2025 ne ferme aucune porte mais oblige à clarifier les choix. La manière dont les États géreront ces arbitrages dira si cette énergie en mouvement devient un levier durable ou un risque de plus ■

Par Toumani Zerbo

LE GRAND BARRAGE DE LA RENAISSANCE ÉTHIOPIENNE (GERD) EN CHIFFRES.

- **LOCALISATION** : Sur le Nil Bleu, région de Benishangul-Gumuz, à une quinzaine de kilomètres de la frontière soudanaise.
- **MISE EN SERVICE** : Construction engagée en 2011, premières turbines en production en 2022, inauguration officielle en septembre 2025.
- **CAPACITÉ INSTALLÉE** : 13 turbines Francis pour une puissance totale d'environ 5 150 MW, ce qui en fait la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique.
- **PRODUCTION ATTENDUE** : Environ 15,7 TWh d'électricité par an, de quoi couvrir les besoins de plus de 120 millions d'Éthiopiens selon les projections officielles.
- **OUVRAGE PRINCIPAL** : Barrage-poids en béton compacté, d'environ 1 780-1 800 m de long pour 145 à 170 m de haut, avec un volume de béton de l'ordre de 10 à 11 millions de m³.
- **RÉSERVOIR** : Capacité d'environ 74 milliards de m³ d'eau, pour une superficie de l'ordre de 1 870-1 875 km² (soit près de deux fois et demie la superficie de Singapour) et une longueur d'environ 170 km à plein niveau.
- **ORDRE DE GRANDEUR HYDROLOGIQUE** : À lui seul, le réservoir représente presque l'équivalent du débit annuel moyen du Nil (≈ 84 milliards de m³), ce qui explique l'intensité des débats avec l'Égypte et le Soudan.



***Le bras de fer
qui a tenu en haleine,
pendant plus de 40 mois,
la communauté minière
malienne et internationale.***

FIN DU BRAS DE FER ENTRE L'ÉTAT DU MALI ET BARRICK GOLD : RETOUR SUR L'AFFAIRE QUI A MARQUÉ LE SECTEUR MINIER AFRICAIN.

C'est un feuilleton qui aura tenu en haleine, pendant un peu plus de quarante mois, la communauté minière malienne et internationale.

Un conflit ouvert a opposé Barrick Gold à l'État du Mali, déterminé à corriger des manquements présumés dans la gouvernance du secteur à la suite de l'audit conduit par le cabinet Mazars. Le 24 novembre 2025, les deux parties ont finalement trouvé un accord. POINT FOCUS retrace pour vous le déroulé de cette saga riche en rebondissements.

● Des Assises Nationales à l'audit du secteur minier.

À l'origine, il y a un dialogue politique national au cours duquel émerge une recommandation forte : "Auditer tous les permis miniers, notamment ceux dont les bénéficiaires ne respectent pas les textes sur la protection de l'environnement." Les Assises Nationales de la Refondation offrent ainsi aux autorités de la Transition l'occasion de mettre un coup de pied dans la fourmilière et de disséquer un secteur qui, disait-on, ne faisait pas encore vraiment briller l'or du Mali pour tous les Maliens, selon l'expression consacrée.

À la suite de cette recommandation, un audit du secteur est lancé. Le cabinet Mazars Sénégal, qui revendique "plus de 120 collaborateurs constitués d'experts-comptables, d'auditeurs financiers, de juristes et d'experts fiscaux", associé au cabinet

malien Iventus Mining, met en place une équipe pluridisciplinaire et un programme de travail étalé sur plusieurs mois.

Le 23 mars 2023, un rapport est remis au Chef de l'État du Mali. Ce jour-là, Mamou Touré, présenté par les communicants de la Présidence comme le coordinateur des cabinets Iventus-Mazars, souligne "l'existence d'énormes problèmes, voire d'irrégularités, dans le secteur minier malien" et recommande "des améliorations, surtout en ce qui concerne les méthodes utilisées dans l'exploitation minière. Pour faire de cette activité un véritable tremplin économique pour le Mali, des réformes institutionnelles sont indispensables".

Ce rapport connaît immédiatement ses premières contestations. La méthodologie utilisée par Mazars et Iventus est critiquée, et certains experts sont pointés du doigt pour avoir été d'anciens col-

laborateurs de sociétés minières auditées. Ces supposées insuffisances n'empêchent pourtant pas l'État du Mali d'engager avec les firmes mises en cause des négociations âpres et longues, visant à la fois à corriger les torts relevés par l'audit et à revoir les termes des contrats qui les lient à l'État malien.

Un nouveau Code minier ayant vu le jour entre-temps, en août 2023, l'enjeu devient alors d'obtenir un accord permettant la migration des conventions existantes vers ce nouveau code dit de développement.

● Judiciarisation, arrestation des cadres et arbitrage.

En octobre 2024, la situation connaît une nouvelle escalade avec un communiqué du gouvernement accusant le groupe canadien de manquements à ses engagements. La justice est saisie du dossier et un mandat d'arrêt est

...





... émis à l'encontre du CEO du groupe, Mark Bristow, avant l'arrestation, le 24 novembre de la même année, de quatre cadres de haut niveau du complexe minier de Loulo-Gounkoto. L'année 2025 s'ouvre sur une décision forte de l'administration malienne : la saisie de un peu plus de trois tonnes d'or issues du complexe. En réponse, Barrick décide de suspendre ses activités au Mali trois mois plus tard. La justice malienne s'active en reprochant au géant minier des infractions à la responsabilité sociétale et environnementale, ainsi qu'à la réglementation des changes. En d'autres termes, Barrick Gold ne se serait pas conformée aux dispositions des textes l'obligeant à rapatrier la quasi-totalité des sommes issues de la vente de l'or à l'international. À ces griefs s'ajoutent des impôts et redevances supposés non payés durant les trois décennies de présence du groupe au Mali. Les sociétés minières font valoir que le principe des comptes offshore était prévu, pour certaines d'entre elles, dans leurs conventions, et que ces comptes servaient notamment à régler les factures des fournisseurs et partenaires internationaux. Selon des informations relayées par l'agence Reuters, le gouvernement malien réclame alors le paiement d'au moins 300 milliards de F CFA en réparation des manquements,

incluant des impôts non payés en 2020, 2021 et 2022, ainsi que des dividendes impayés.

Le 18 décembre 2024, la situation prend une nouvelle tournure lorsque Barrick Gold soumet une demande d'arbitrage au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), conformément, d'après la société, aux stipulations de ses conventions d'établissement avec l'État du Mali, pour traiter les désaccords concernant le complexe Loulo-Gounkoto. Dans un communiqué, l'entreprise présente l'arbitrage comme "*un mécanisme qui s'est avéré dans le passé être un outil efficace pour renforcer les partenariats et trouver des solutions mutuellement acceptables grâce à une autorité indépendante et compétente*".

La séquence franchit un nouveau seuil en juin 2025, lorsque le Tribunal de commerce de Bamako décide de placer les mines de Loulo et de Gounkoto sous administration provisoire. Selon des acteurs proches du dossier, l'Administrateur provisoire a entrepris des démarches pour la restitution des trois tonnes d'or saisies par les autorités malianes.

C'est cette restitution qui aurait d'ailleurs permis de financer les activités de redémarrage de la mine durant la période sous administration provisoire.

● **Et vint enfin le dénouement...**

Le CIRDI n'aura finalement pas eu le temps de mener son arbitrage à terme. Avant que la procédure ne s'installe dans la durée, les deux protagonistes se retrouvent pour de nouveaux rounds de négociation. C'est un ministre des Finances tout sourire qui annonce, le 24 novembre 2025, la conclusion d'un accord avec Barrick mettant fin à l'ensemble des différends et des procédures en cours. L'annonce est accueillie avec soulagement par les acteurs du secteur, qui y voient la sortie d'une crise dont les effets commençaient à se faire sentir bien au-delà du seul complexe de Loulo-Gounkoto.

Dans son communiqué, la firme canadienne précise que "*toutes les accusations portées contre Barrick, ses filiales et ses employés seront abandonnées*" et que les démarches juridiques nécessaires à la libération des quatre cadres détenus seront engagées. L'administration provisoire du complexe de Loulo-Gounkoto doit être levée et Barrick retrouver le contrôle opérationnel du site. En contrepartie, la société retire sa demande d'arbitrage devant le CIRDI. Le 29 novembre, la justice malienne ordonne la libération des cadres déférés.

Pour sa part, le gouvernement malien se félicite d'avoir obtenu la migration de Barrick vers le Code minier de 2023, au prix

de l'abandon d'un certain nombre d'avantages consacrés par les codes antérieurs. le Ministre des Finances s'est félicité du paiement par Barrick Gold de près de 430 millions de dollars US, soit 244 milliards de francs CFA, au profit du Trésor public.

En toile de fond, 2025 aura aussi été marquée par un changement de gouvernance à la tête du groupe, avec le départ de Mark Bristow de la direction générale à l'automne et la nomination d'un CEO par intérim chargé de piloter une phase de revue stratégique. Officiellement, Barrick inscrit ce tournant dans une réflexion d'ensemble sur son por-

tefeuille d'actifs. Pour de nombreux observateurs, il est difficile toutefois de ne pas relier ce changement de cap à la séquence malienne, qui restera comme l'un des épisodes les plus tendus de la présence du groupe en Afrique.

Malgré ce dénouement, plusieurs questions restent en suspens. Les syndicats de travailleurs rappellent que des milliers d'emplois ont été menacés par la suspension des travaux et la mise sous administration provisoire, et que la manière dont ce type de crise est gérée pèsera durablement sur la confiance entre l'État, les investisseurs et les communautés locales.

Dans une note interne,

parvenue à notre rédaction le 17 décembre 2025, Sebastiaan Bock, Directeur des opérations Afrique et Moyen-orient de Barrick Mining Corporation, annonçait aux travailleurs de la mine la rétrocession à compter du 16 décembre 2025, par une décision du Tribunal du commerce, du contrôle opérationnel aux organes de direction de Loulo-Gounkoto. Cette décision marquant la fin de la parenthèse de l'administrateur provisoire est qualifiée d'étape "importante et positive" par Barrick. Ainsi pris donc fin ce qu'il était convenu de nommer l'affaire Barrick contre l'État du Mali ■

Par Baba Sakho

AFFAIRE BARRICK GOLD - MALI : TROIS LEÇONS POUR LE SECTEUR MINIER AFRICAIN.

Le règlement du différend entre Barrick Gold et l'État du Mali ne clôt pas seulement un feuilleton judiciaire. Il offre aussi un retour d'expérience précieux sur la manière dont les États africains renégocient aujourd'hui leurs rapports avec les grandes compagnies minières. Trois leçons se dégagent, à la fois pour les gouvernements, les opérateurs et les partenaires financiers.

1. La souveraineté minière se joue aussi dans les contrats.

L'affaire montre qu'un État peut remettre en question un cadre jugé déséquilibré, même lorsqu'il est adossé à des conventions anciennes. L'audit, la révision du Code minier et la pression fiscale ont servi de leviers pour renégocier. Pour les opérateurs, le message est clair : la stabilité contractuelle ne peut plus être dissociée de la légitimité sociale et politique des accords.

2. La judiciarisation a un coût d'image et de confiance.

Mandats d'arrêt, détention de cadres, saisie d'or, mise sous administration provisoire. La séquence a montré jusqu'où un bras de fer peut aller lorsque le dialogue se gripe. Si le dénouement est présenté comme une victoire pour la souveraineté, il rappelle aussi que la judiciarisation massive pèse sur l'attractivité du pays et sur la perception du risque par les investisseurs et les bailleurs.

3. Le compromis reste la sortie la plus crédible.

Au final, ni Barrick ni l'État malien n'avaient intérêt à un conflit durable. La migration vers le Code de 2023, le paiement d'un montant significatif au Trésor et la levée des poursuites traduisent un compromis sous tension, mais pragmatique. Pour le secteur, la leçon est double : les États disposent de nouveaux outils de rapport de force, mais la crédibilité à long terme se construit dans la manière dont ces outils sont utilisés, puis désactivés.



POUR VOUS

NOS ÉQUIPES SE MOBILISENT AU QUOTIDIEN.



Tél : (+223) 70 12 29 29

E-mail : info.mali@neemba.com

LET'S DO THE WORK.™

© 2024 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur « Jaune Caterpillar », les habillages commerciaux « Power Edge » et « Modern Hex » Cat, ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

 Neemba

 CAT

CRISE DU CARBURANT : LES MINES NE SONT PAS EN RESTE.

La crise du carburant qui frappe le Mali depuis plusieurs semaines n'a pas seulement bouleversé le quotidien des ménages. Elle a également touché de plein fouet le tissu économique national, perturbant les chaînes d'approvisionnement, ralentissant les activités productives et mettant sous tension des secteurs entiers. Parmi eux, l'industrie minière apparaît comme l'une des premières victimes silencieuses d'un blocus économique inédit, dont les effets dépassent largement la seule question de la mobilité urbaine.

La menace terroriste qui pèse sur le Mali et les pays du Sahel est entrée dans une nouvelle phase avec le changement de mode opératoire des groupes armés, qui depuis plusieurs mois ont entrepris de s'attaquer aux intérêts économiques dans le sud et l'ouest du Mali. Ces régions, connues pour être des districts miniers par excellence, ont subi, pour la première fois en juin dernier à Naréna, des attaques directes contre des sociétés opérant dans le secteur minier. La situation, trois mois plus tard, s'est faite plus pressante avec la tentative d'asphyxie du ravitaillement en carburant de la capitale Bamako et, par ricochet, de l'ensemble du pays. L'industrie minière s'est retrouvée exposée à une contrainte logistique majeure, dans un contexte où la continuité des flux énergétiques conditionne directement la production.

● **Le carburant, l'indispensable des mines.**

Le Mali tire l'essentiel de ses recettes d'exportation (76 %) et une part significative de son PIB de ses mines industrielles (près de 10 %), majoritairement situées dans les régions de Sikasso et Bougouni au Sud et de Kayes à l'Ouest. Les concessions minières sont des unités fortement consommatrices d'énergie qui, en raison de la faible capacité du réseau national de distribution, se sont dotées de solutions d'appoint, notamment des groupes électrogènes de très grande capacité. Au-delà de la production électrique,

les équipements roulants – pelleuses, camions de transport de minerai –, les unités de concassage et les usines de traitement reposent sur un flux constant de carburant. Toute rupture de ce flux, quelle qu'en soit la cause, constitue une perturbation logistique critique susceptible de compromettre la viabilité même de l'exploitation.

● **Le scénario du pire : préserver la continuité des opérations.**

Pendant que dans la capitale malienne s'allongeaient les files d'attente devant les stations-service, d'autres enjeux se jouaient loin des regards. Entre les sièges des sociétés minières et les sites d'opérations, la tension était palpable. Plusieurs responsables confirment avoir déclenché un "mode de continuité d'activité extrême", afin d'éviter l'arrêt total des opérations.

Un système de rationnement interne a été mis en place, le temps d'évaluer l'ampleur réelle de la crise et d'identifier d'éventuelles alternatives. Les directeurs des opérations et responsables logistiques ont redouté un scénario progressif mais implacable : arrêt des engins de terrassement, ralentissement du concassage, puis mise à l'arrêt de l'usine de traitement.

"C'est une descente aux enfers technique", confie l'un d'eux.

Naturellement, dans un tel contexte, les acteurs se tournent vers les autorités compétentes. Plusieurs opérateurs indiquent avoir officiellement

saisi leur tutelle afin de signaler la pression exercée par le manque de carburant sur la poursuite des opérations. Cette démarche répond à un double impératif : solliciter un appui de l'État et se conformer aux dispositions du Code minier imposant la déclaration de toute entrave susceptible de justifier une baisse de production ou un arrêt temporaire des activités.

● **S'approvisionner coûte que coûte ?**

Face à la crise, l'État malien a apporté un premier niveau de réponse en organisant des convois sécurisés de carburant à destination de Bamako. La sécurisation de ces convois par les forces armées a toutefois modifié en profondeur les circuits habituels d'approvisionnement, ne permettant plus aux opérateurs miniers d'être livrés directement par leurs sous-traitants hydrocarbures. La priorité affichée était de réduire les tensions observées dans la capitale, limitant toute bifurcation sans autorisation préalable.

Les compagnies minières ont alors tenté de déployer des stratégies inédites, complexes et coûteuses. Le recours à des convois militaires sécurisés a été envisagé comme une solution transitoire, bien que plus lente à se mettre en œuvre et exposant davantage les forces armées.

Le transport aérien a également été évoqué, non pas pour le carburant lui-même, mais pour les produits critiques et pièces détachées. Une option prohibitive, inadaptée aux

●●● volumes d'hydrocarbures nécessaires à l'exploitation minière. Selon nos informations, une grande mine industrielle consomme entre 50 et 140 millions de litres de carburant par an. En fonction du design et de la taille des infrastructures, les besoins journaliers peuvent varier entre 150 000 et 850 000 litres. Certaines sociétés ont cherché à diversifier leurs sources d'approvisionnement, multipliant les fournisseurs ou explorant de nouveaux itinéraires, plus longs et tout aussi risqués. Ces ajustements ont alourdi les coûts logistiques et conduit à une optimisation stricte de l'usage du carburant : limitation des déplacements non essentiels, arrêt des générateurs diesel en journée lorsque le réseau national fonctionne, priorisation des activités à forte valeur ajoutée.

À la question de l'impact humain et social de ces mesures, les spécialistes du secteur rappellent que la réduction de la mobilité affecte

les rotations du personnel, le ravitaillement des cantines et, plus largement, les relations avec les communautés locales.

● **Penser la soutenabilité énergétique après la crise.**

Selon nos informations, l'ensemble des grandes mines industrielles ont réussi à maintenir leurs opérations, à l'exception notable de la mine de Tabakoto (Kéniéba) et, dans une moindre mesure, de Bagama Mining (Koulikoro) et de la nouvelle mine de lithium de Bougouni. Il convient de rappeler que ces sites faisaient déjà face à des difficultés structurelles, qu'il s'agisse d'approvisionnement en explosifs industriels utilisés pour les opérations de forage et de fragmentation de la roche, ou de tensions sociales internes, aggravées par la crise du carburant. Cette crise agit comme un révélateur brutal des vulnérabilités du modèle minier malien. Elle met en lumière une dépendance extrême à une logistique terrestre fragile, dans un

environnement sécuritaire instable. Elle interroge également la soutenabilité énergétique du secteur à moyen terme.

En coulisses, des opérateurs nationaux, tels qu'Afrilight, plaignent pour une accélération des projets d'énergies renouvelables, notamment solaires, afin d'alimenter les sites et réduire la dépendance au diesel. Des solutions structurantes, mais qui ne répondent pas à l'urgence immédiate. Chaque jour de tension sur l'approvisionnement grève non seulement la production d'or - déjà annoncée en baisse pour 2025 par Reuters - mais aussi la confiance des investisseurs dans la capacité du pays à sécuriser ses industries stratégiques.

À l'heure où nous mettons sous presse, la situation semble amorcer une accalmie, malgré la persistance de poches de menaces sécuritaires auxquelles les autorités militaires affirment apporter une réponse adaptée ■

Par Baba Sakho

POINT FOCUS LA REVUE MALIENNE DES RESSOURCES MINIÈRES ET DES ENERGIES

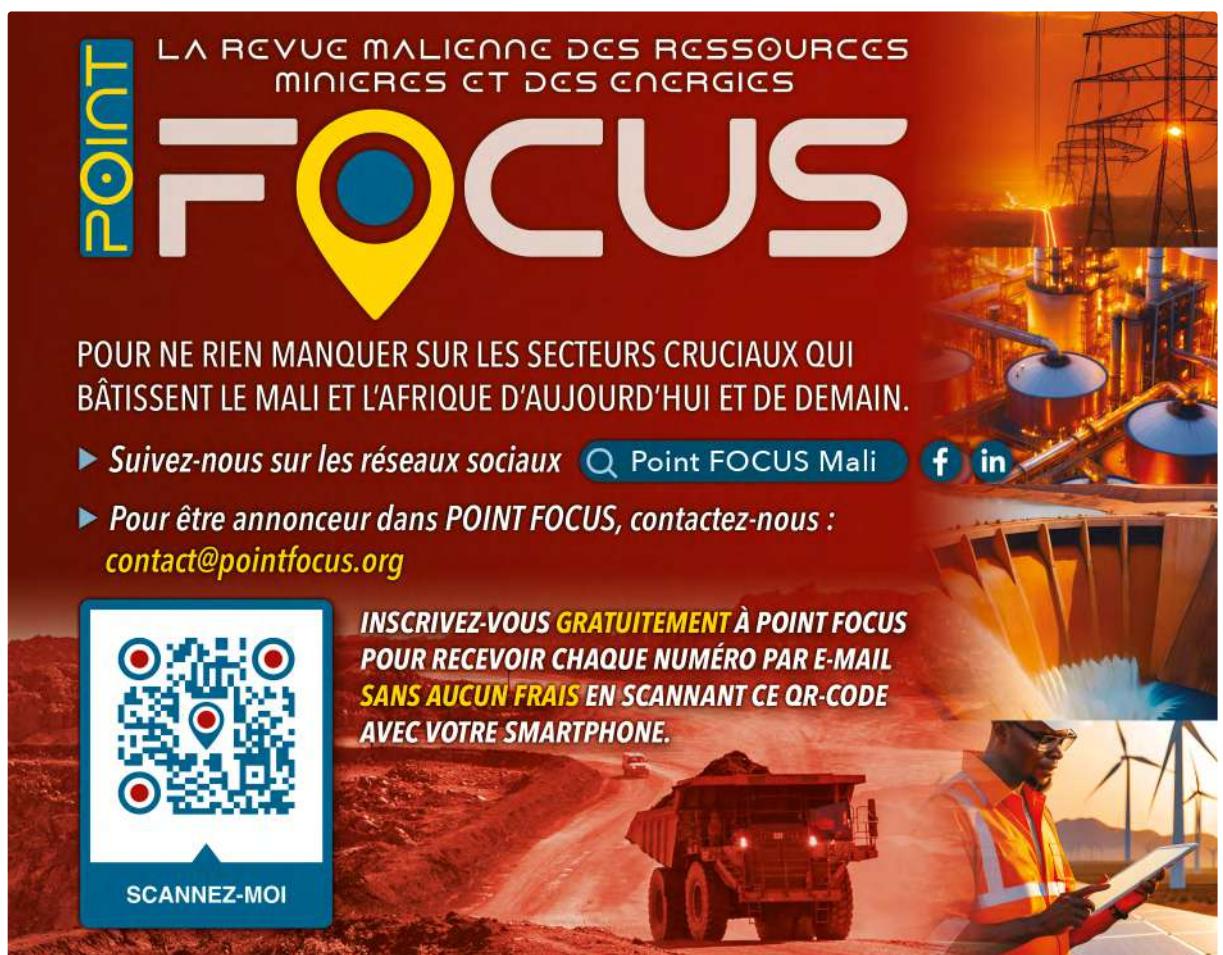
POUR NE RIEN MANQUER SUR LES SECTEURS CRUCIAUX QUI BÂTISSENT LE MALI ET L'AFRIQUE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN.

► *Suivez-nous sur les réseaux sociaux*  Point FOCUS Mali  

► *Pour être annonceur dans POINT FOCUS, contactez-nous :* contact@pointfocus.org

 **SCANNEZ-MOI**

INSCRIVEZ-VOUS GRATUITEMENT À POINT FOCUS
POUR RECEVOIR CHAQUE NUMÉRO PAR E-MAIL
SANS AUCUN FRAIS EN SCANNANT CE QR-CODE
AVEC VOTRE SMARTPHONE.





TALDO

Le leader des bâtiments pré-fabriqués



ADVISOR

CONTACTER TALDO

Tél. : +223 20 20 65 52

E-mail : info@taldogroup.com
Bolle II, Zone 3 | Cité Gemme
Lot H/47 SEMA, Bamako | Mali.

www.taldogroup.com

Les solutions modulables 100% malientes au service du développement durable.

Chez TALDO, chaque projet est conçu pour répondre précisément aux besoins de nos clients, qu'il s'agisse de campements, d'espaces administratifs et médicaux ou de structures spécialisées. Nos solutions préfabriquées, entièrement modulables, s'intègrent parfaitement aux environnements complexes comme les sites miniers ou industriels, tout en réduisant le temps de construction grâce à une fabrication majoritairement réalisée en usine.

En alliant rapidité, adaptabilité et respect de l'environnement, TALDO transforme vos ambitions en réalisations concrète.



NOS SOLUTIONS

- Sites d'exploitation et chantiers de construction.
- Bureaux, espaces administratifs, locaux industriels et commerciaux.
- Établissements scolaires, structures éducatives et salles de formation.
- Sites hospitaliers, locaux et infrastructures sanitaires.
- Aménagements résidentiels et touristiques.
- Structures pour zones d'accueil et événements.
- Locaux techniques et zones de sécurité intérieurs et extérieurs.
- Kits d'électrification pour sites isolés.



VOS AVANTAGES

Les atouts du modulable par rapport à la construction classique :



Au moins 50% plus rapide
pour accélérer vos projets de construction.



90% de véhicules en moins
circulant sur le site de construction, pour une logistique efficace et optimisée.



De 20 à 30% moins cher
pour diminuer vos coûts de manière significative.



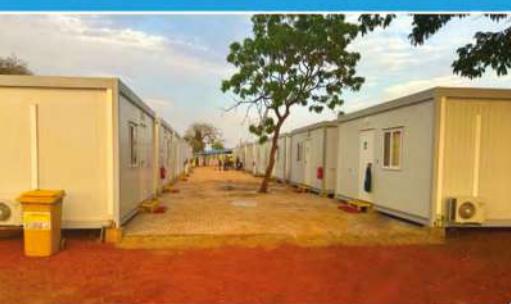
100% modulable
pour des infrastructures adaptées et spécifiques à vos besoins.



67% d'énergie économisée
lors de la construction, pour réduire l'impact environnemental.



85% des travaux en usine
pour plus de qualité, de précision et moins d'impact sur votre site.



BILAN 2025 : CES INNOVATIONS TECHNIQUES QUI ONT VRAIMENT FAIT BOUGER L'HYDRO, L'ÉNERGIE ET LES MINES.

En 2025, l'innovation la plus visible n'a pas été le "gadget", mais l'industrialisation de solutions qui rendent les systèmes critiques plus pilotables, plus stockables et plus sûrs. Trois tendances dominent : le stockage longue durée via l'hydro, la course aux batteries plus robustes, et la bascule des mines vers l'autonomie et l'électrification. POINT FOCUS revient sur ces tendances qui se sont affirmées au fil de l'année et qui redessinent, déjà, les équilibres industriels.

● **Hydro : la revanche des "water batteries".**

Le grand fait technique de l'année côté hydroélectricité est le retour en force du pompage-turbinage comme brique centrale de flexibilité. L'Agence internationale de l'énergie rappelle que le pompage-turbinage pèse encore plus de 90 % du stockage électrique mondial (en capacité de stockage).

Dans le même temps, l'International Hydro-power Association souligne que le pipeline mondial de projets hydro dépasse 1 075 GW, dont 600 GW en *pumped storage*.

Sur le terrain, l'innovation se voit dans les projets hybrides "renouvelables + stockage hydro". Exemple emblématique de fin 2025 : Pinnapuram (Inde), qui combine 4 000 MW solaire, 1 000 MW éolien et 1 680 MW de pumped storage pour délivrer une énergie plus "ferme" au réseau

● **Énergie : batteries plus sûres, fusion plus maîtrisée.**

Côté stockage électrochimique, 2025 est marquée par une poussée sur le sodium-ion, surtout dans une logique de sécurité et de coût. Des travaux relayés début décembre décrivent une batterie sodium-ion "tout solide" visant à remplacer l'électrolyte liquide inflammable, avec un gain attendu sur la stabilité et le risque d'emballement thermique.

Au niveau recherche et développement dans l'énergie, l'événement technique le plus net de l'année est venu du tokamak WEST (CEA, Cadarache) : le 12 février 2025, il a maintenu un plasma plus de 22 minutes (1 337 secondes), record de durée pour un tokamak selon le CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives).

Ce n'est pas encore de l'électricité sur le réseau, mais c'est un saut sur le contrôle des

plasmas, donc sur la crédibilité industrielle à long terme.

● **Mines : l'autonomie sort du "pilote", l'électrification s'organise.**

Dans l'industrie minière, 2025 confirme un basculement : l'innovation passe de la démo à l'exploitation. Mining Weekly rapporte qu'à la mine de Hulunbuir (Chine), 100 camions entièrement autonomes opèrent déjà au quotidien, appuyés par des systèmes intégrés de charge et de contrôle intelligent. Parallèlement, l'électrification des flottes lourdes devient une trajectoire d'ingénierie, pas un slogan. Le rapport The Electric Mine 2025 (Komatsu) insiste sur les progrès batteries (coûts, densité, temps de charge) et sur la montée en puissance des piles à combustible, notamment hydrogène, là où la batterie atteint ses limites pratiques.

● **Qu'est ce que 2025 a vraiment changé ?**

Le point commun de ces innovations est simple : elles réduisent l'écart entre ambition politique et réalité industrielle. Stocker massivement via l'hydro, sécuriser et diversifier la chimie des batteries, stabiliser des plasmas plus longtemps, automatiser et électrifier des mines, tout converge vers un objectif unique : faire tourner des systèmes critiques 24/7 avec moins de risques, moins d'arrêts, et une meilleure maîtrise de la chaîne de valeur.

Derrière les records et les démonstrateurs, c'est une même logique qui s'impose : fiabiliser les flux, durcir la résilience des infrastructures et limiter les dépendances.

En 2026, l'enjeu ne sera donc plus vraiment d'innover, mais de déployer à grande échelle, au bon coût, dans des contextes parfois instables ■

T.Z.



Resolute

Nos valeurs sont les qualités sur lesquelles la marque de RESOLUTE est fondée, et qui définissent le type d'organisation que nous aspirons à être.



LE RESPECT

Le respect s'exprime dans notre vision du travail en équipe, comme dans les relations que nous construisons avec les communautés locales avec lesquelles nous collaborons durablement.

C'est une des 5 valeurs fondamentales qui guident RESOLUTE dans ses missions au quotidien.



INTEGRITY



EMPOWERMENT



SAFETY



AGILITY



RESPECT

121 PERMIS MINIERS ANNULÉS : LE GOUVERNEMENT MALIEN SONNE LE GLAS DU DÉSORDRE.



L'information est tombée comme un couperet le 28 octobre 2025 : le ministre des Mines a annulé, par un arrêté unique, 121 titres miniers, dont 100 permis de recherche et 21 autorisations d'exploitation de carrières industrielles.

Cette annulation s'inscrit dans le cadre du processus d'assainissement du cadastre minier, selon les responsables de l'administration minière. Selon nos informations, certaines sociétés ont déjà introduit des recours gracieux contre cette décision, la jugeant irrégulière et mal fondée en ce qui les concerne. On peut s'attendre à ce que l'assainissement du cadastre entre désormais dans sa phase contentieuse.

■ Raffinerie nationale d'or (SOROMA) : une délégation russe séjourne à Bamako .

La Société de Raffinerie d'Or du Mali (SOROMA) tente de lever les écueils à son plein fonctionnement. C'est dans ce cadre, et dans un contexte plus large de coopération économique entre la Russie et le Mali, que la société russe Yadran a effectué une mission importante à Bamako, durant la dernière décennie du mois d'octobre 2025. Portée sur des questions financières, cette mission entendait trouver les voies et moyens de finaliser la mise en place des organes de la société.

La délégation russe, conduite par le Dr Alexey Koylikov, directeur des relations internationales à la Direction panafricaine de la Russie, a été reçue par le chef de l'État, le général d'armée Assimi Goïta. Le Dr Koylikov a mis en avant, lors de cette audience, des discussions jugées encourageantes avec le gouvernement malien concernant "la distribution des produits

pétroliers, de l'engrais et du blé dans le cadre de la coopération entre la Russie et l'Afrique".

■ ALG : le Conseil des Ministres planche sur la transformation en organe d'exécution.

Le 10 novembre 2025, le Conseil des ministres de l'Autorité de développement intégré des États du Liptako-Gourma (ALG) s'est réuni en visioconférence pour plancher sur la décision de transformer cette organisation vieille de 50 ans en une agence d'exécution de la Confédération des États du Sahel. Il est à rappeler que c'est lors de la 8e Conférence ordinaire des chefs de l'ALG, tenue le 11 juillet 2025, que cette décision stratégique a été prise.

Les ministres des trois États ont analysé et adopté un projet de règlement traitant des attributions et du fonctionnement du comité d'experts chargé de cette mission de transformation.

■ SOMAGEP : Des travaux pour anticiper les mois de fortes chaleurs.

Le ministre de l'Énergie et de l'Eau, M. Boubacar Diané, accompagné de la directrice générale de la Société malienne de gestion de l'eau potable (SOMAGEP), Mme Bocoum Fatoumata Siragata Traoré, a entrepris de constater *de visu* les travaux de plusieurs types en cours à Bamako et dans ses environs, afin d'améliorer la desserte en eau potable et surtout d'anticiper les tensions et la pénurie des mois chauds de mars et avril.

La nouvelle station compacte de potabilisation de Djicoroni-Para, d'une capacité de 6 000 mètres cubes par jour, les forages de Lafiabougou, ainsi que le chantier des nouvelles canalisations et la pose de tuyaux de grand diamètre permettant d'augmenter les capacités de desserte déjà installées, ont été visités par le ministre.

La direction de la SOMAGEP annonce un programme important de 22 ouvrages hydrauliques afin d'atteindre son objectif principal, qui est de favoriser l'accès à l'eau potable pour les populations maliennes.

■ Coopération internationale : Oman marque son intérêt pour les secteurs stratégiques du Mali.

La banque omanaise Sohar International Bank a effectué une visite de travail au Mali du 7 au 10 octobre

2025. Ces investisseurs du Sultanat d'Oman ont rencontré tour à tour les ministres en charge de l'Énergie et des Mines du Mali afin de s'enquérir des opportunités d'affaires dans le pays.

Le directeur général de la banque, M. Abdulwahid Al Murshdi, a précisé l'objet de la visite dans un courrier adressé au gouvernement malien. Il s'agissait d'engager *"les discussions préliminaires relatives aux solutions de financement des projets prioritaires du gouvernement malien, entre autres : la réhabilitation et la modernisation du chemin de fer de Bamako à Diboli, la construction du port fluvial d'Ambidédi (Kayes) avec la réalisation de la navigation sur le fleuve Séénégal à travers l'OMVS, des projets miniers, des projets énergétiques, ainsi que des unités de fabrication de fer et de ciment"*.

■ Morila : un contrat de partenariat entre la SOREM et FLAGSHIP.

C'était une annonce attendue par les travailleurs licenciés et les communautés riveraines de l'emblématique mine de Morila, située dans la région de Bougouni. La société d'État du Mali, la SOREM, et la compagnie américaine FLAGSHIP ont signé, le 8 octobre dernier, un accord de partenariat pour la recherche et l'exploitation sur les titres miniers de Morila SA, devenus propriété de la SOREM à la suite de l'attribution de ces actifs miniers par le gouvernement du Mali le 5 juin 2025.

NE MANQUEZ PAS LE NUMÉRO SPÉCIAL HORS-SÉRIE DE POINT FOCUS CONSACRÉ AU LOCAL CONTENT CHAMPION PROGRAM (LCCP) LANCÉ PAR AFG BANK MALI



Une édition spéciale pour comprendre les enjeux du Contenu local, décrypter les mécanismes du LCCP et analyser le rôle structurant de la finance, de l'assurance et de l'accompagnement dans l'émergence de champions nationaux du secteur minier.



DISPONIBLE GRATUITEMENT EN VERSION NUMÉRIQUE SUR
► www.pointfocus.org ◀





**PLUS QU'UN PARTENAIRE
EN CONSTRUCTION
UNE GARANTIE
DE SUCCÈS.**

ILS NOUS FONT CONFIANCE :

- RESOLUTE MINING
- SOMISY
- CAPITAL DRILLING
- MEES FZC
- LEO LITHIUM - LMSA
- BYRNECUT (MUC)

Nos équipes, majoritairement composées de talents locaux, pilotent avec succès des projets variés, allant du bâtiment aux infrastructures minières.

Mais, au-delà de la construction, ZFM s'investit également au quotidien dans le bien-être des communautés locales et soutient activement le sport, notamment en parrainant la Fédération Malienne de Judo et Ju-jitsu.

Chez ZFM, nous construisons des fondations pour l'avenir, engagés envers le développement et la prospérité de nos communautés.

BTP SPÉCIALISÉ EN GÉNIE CIVIL : BÂTIMENT | BÉTON ARMÉ | PONTS ET CHAUSSÉES | TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE MINIÈRE | TRANSPORT DE MINERAIS

CONTACT | Z FOR MINING | TÉL. : +223 20 21 21 92 / +223 76 24 69 68 | BPE 3743 BAMAKO • MALI

NIGER : L'URANIUM DE SOMAÏR ANNONCÉ SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL.

Le 1^{er} décembre 2025, les autorités nigériennes ont annoncé à la télévision nationale leur intention de mettre sur le marché international l'uranium produit par Somaïr (Société des mines de l'Aïr), site historique d'Arlit, au nord du pays. Cette déclaration intervient dans un contexte de différend ouvert avec Orano, l'actionnaire et opérateur historique de Somaïr, après la reprise de contrôle décidée par Niamey en 2025.



Photo d'illustration de Yellow Cake, une forme solide d'oxyde d'uranium produit à partir de minerai d'uranium.

Dans les jours précédents, Orano avait publiquement condamné le départ d'un convoi d'uranium en provenance du site, en indiquant ne pas avoir été associé à l'opération, ni informé du destinataire final. Reuters évoque un volume d'environ 1 050 tonnes de concentré d'uranium (yellow cake) concerné par ce transport. De leur côté, les autorités nigériennes ont présenté cette mise en vente comme relevant de la souveraineté de l'État sur ses ressources, et ont confirmé vouloir vendre "selon les règles du marché".

Sur le plan juridique, la situation reste sensible : Orano conteste la légalité de transferts de matière dans le cadre d'une procédure d'arbitrage et d'ordonnances conservatoires, tandis que Niamey fait valoir son droit à disposer de la production issue d'un actif qu'il considère désormais sous contrôle public.

Actif historique de la région d'Arlit, Somaïr figure parmi les sites qui ont structuré l'industrie uranifère nigérienne depuis les années 1970, avec une production cumulée dépassant 70 000 tonnes selon des chiffres repris par Reuters. Dans ce contexte, toute évolution sur la commercialisation de la production de Somaïr est suivie de près par les acteurs du secteur, l'uranium demeurant un marqueur stratégique dans l'économie extractive du Niger ■

■ Guinée : Robex livre le premier minerai à l'usine de Kiniéro.

Robex Resources a annoncé avoir livré le premier chargement de minerai à l'usine de traitement de son projet aurifère de Kiniéro, en Haute-Guinée, une

étape clé dans la mise en service industrielle du site. La société indique que les tests de mise en route se poursuivent et que les systèmes mécaniques, électriques et d'instrumentation fonctionnent conformément aux paramètres attendus.

...



••• Selon la communication de Robex reprise par la presse guinéenne, la compagnie maintient l'objectif d'une première coulée d'or d'ici fin décembre 2025, avec une montée vers la production commerciale au T1 2026.

L'étude de faisabilité actualisée citée par GuineeNews attribue au projet des réserves de 968 000 onces, une durée de vie d'environ 9,5 ans, et un coût de maintien tout compris (AISC) estimé à 1 066 \$/oz (\approx 597 000 F CFA/oz), pour un investissement initial évalué à 160 M\$ (\approx 89,6 milliards F CFA).

■ **Sénégal : flou autour de Yakaar-Teranga, 25 Tcf au cœur des discussions.**

Le 10 décembre 2025, le ministre sénégalais de l'Énergie, Birame Souleye Diop, a déclaré que Dakar souhaitait reprendre la main sur le projet gazier offshore Yakaar-Teranga, opéré par Kosmos Energy, afin de prioriser l'alimentation du marché domestique, sans exclure l'option export. Le gisement est estimé à environ 25 Tcf de gaz récupérable, Tcf signifiant *trillion cubic feet*, soit mille milliards de pieds cubes.

Le 11 décembre, l'approche a été nuancée : le ministère a indiqué que la stratégie du Sénégal n'impliquait pas, à proprement parler, une nationalisation, et Kosmos a rappelé que la licence court jusqu'à juillet 2026, avec un scénario de transfert à l'État à l'échéance si aucun partenaire additionnel n'est trouvé. Kosmos détient 90 % du projet, et la compagnie nationale Petrosen 10 %.

■ **Ghana : Accra interdit l'exploitation minière dans les réserves forestières.**

Le 11 décembre 2025, le gouvernement ghanéen a annoncé l'interdiction de l'activité minière dans les réserves forestières du pays, une mesure destinée à freiner la déforestation et la pollution des cours d'eau, dans un contexte de forte pression liée à l'orpaillage illégal. Selon Reuters, cette décision passe par l'abrogation d'un texte de 2022 qui avait rouvert la possibilité de miner, sous conditions, dans certaines zones forestières.

Les autorités soulignent que la dégradation environnementale touche une large partie du territoire, avec des impacts signalés dans 13 des 16 régions du Ghana, y compris des zones agricoles stratégiques, notamment cacao.

L'abrogation doit entrer en vigueur après un délai constitutionnel de 21 jours, ce qui place désormais l'enjeu sur l'application effective de l'interdiction et le contrôle des incursions.

■ **Maroc : 60 % de l'eau potable visée via le dessalement d'ici 2030.**

Le 4 décembre 2025, le ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, a indiqué que le Royaume vise à couvrir 60 % de ses besoins en eau potable grâce au dessalement d'ici 2030, contre environ 25 % aujourd'hui, dans un contexte de sécheresse prolongée. L'objectif affiché est une production de 1,7 milliard de m³ d'eau dessalée par an à l'horizon 2030, via des installations en service, des projets en cours et de nouveaux appels d'offres.

Le Maroc compte actuellement 17 usines de dessalement (capacité annuelle de 345 millions de m³). Quatre unités supplémentaires sont en construction et doivent ajouter 540 millions de m³ d'ici 2027.

Le plus grand projet à venir, près de Tiznit, est estimé à 1 Md \$ (\approx 562,5 milliards F CFA) pour une capacité de 350 millions de m³, destinée à la fois à l'eau urbaine et à l'agriculture, avec des usines annoncées aussi à Rabat, Tanger et Tan-Tan.

■ **Maroc : Sondiale vise le polysilicium à Tan-Tan, un pari industriel lié au solaire.**

Au Maroc, le projet de la filiale Sondiale (GPM Holding) prévoit la construction d'une usine de polysilicium à Tan-Tan, avec un démarrage annoncé à l'horizon 2029. L'investissement est évalué à 8 milliards de dirhams, soit environ 870 M\$ (\approx 489,4 milliards F CFA).

L'objectif affiché est une capacité de 30 000 tonnes/an de polysilicium d'une pureté $> 99,999\%$, destiné principalement aux cellules photovoltaïques et aux semi-conducteurs.

D'après Bloomberg, Sondiale aurait obtenu 4,75 M\$ (\approx 2,7 milliards F CFA) auprès de l'U.S. International Development Finance Corporation (DFC) pour financer les études pré-investissement, et viserait ensuite une levée d'environ 800 M\$ (\approx 450 milliards F CFA) en capitaux propres et dette.

■ **RDC : premières exportations de cobalt sous le nouveau régime de quotas.**

Selon Reuters, Glencore a expédié début décembre un premier lot de cobalt depuis la République démocratique du Congo, après autorisation des autorités, afin de tester la mise en œuvre du nouveau système de quotas d'exportation. Cette reprise marque une étape importante après plusieurs mois de restrictions, dans un pays qui représente plus de 70 % de la production minière mondiale de cobalt.

Le dispositif, lancé le 16 octobre, fixe un quota de •••



LEADER EN ÉQUIPEMENTS ET SERVICES MINIERS

Depuis plus d'une décennie, ETASI s'est imposé au Mali comme un acteur clé dans la location d'engins et les services miniers.

Fort d'équipements modernes tels que des excavateurs, des engins de manutention, des concasseurs mobiles et des camions spécialisés, ETASI répond aux besoins les plus exigeants de ses clients.

Ces machines, qui sont soigneusement entretenues par une équipe de maintenance qualifiée et régulièrement formée, assurent à nos clients des performances optimales ainsi qu'une sécurité maximale.

En investissant dans ses équipes et dans les technologies de pointe, ETASI a su établir des partenariats stratégiques à long terme, tout en respectant les normes internationales de qualité et de durabilité.

Avec des centres opérationnels répartis à travers le Mali, ETASI propose des solutions complètes et personnalisées, adaptées aux exigences des industries minières et du BTP.



UNE FLOTTE DE POINTE POUR CHAQUE DÉFI

Les équipements d'ETASI, robustes et performants, sont exploités par des opérateurs de haut niveau expérimentés et qualifiés, garantissant une efficacité et une fiabilité exemplaires, quelles que soient les conditions de travail.

NOS SERVICES CLÉ

REPRISE ET MANUTENTION DES MATERIAUX :

ORE & WASTE REHANDLE

ALIMENTATION DES CONCASSEURS :

CRUSHER FEEDING

FORAGE SPÉCIALISÉ :

PRESPLIT DRILLING, PRODUCTION DRILLING.

EXCAVATION ET TRANSPORT :

HAULAGE, DRILL & BLAST.

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DE ROUTES

GESTION DES EAUX :

DEWATERING

LOCATION D'ÉQUIPEMENTS :

COURTE OU LONGUE DURÉE AVEC CONDUCTEUR POUR RÉPONDRE À VOS BESOINS SPÉCIFIQUES.

PROJETS INTÉGRÉS :

ÉTUDES DE FAISABILITÉ, SUIVI DES TRAVAUX, RESPECT DES NORMES INTERNATIONALES.

RÉHABILITATION DE CARRIÈRES :

TRANSFORMATION ET OPTIMISATION D'ANCIENNES EXPLOITATIONS.



CONTACTEZ-NOUS POUR UN PARTENARIAT RÉUSSI

📞 +223 44 90 30 42 📩 info@etasimali.com 🌐 www.etasimali.com

HAMDALLAYE ACI 2000 | FACE À L'AMRTP | BAMAKO

- 18 125 tonnes pour le quatrième trimestre 2025 et prévoit un plafonnement des exportations à 96 600 tonnes par an à partir de 2026.

Reuters précise que l'exportation de Glencore a été autorisée sous réserve du paiement d'une redevance minière de 10 %, le règlement intervenant après l'évaluation de la qualité du produit.

■ Afrique du Sud : "Project Rhynbow", corridor hydrogène adossé au platine.

En Afrique du Sud, le projet Project Rhynbow, présenté comme un corridor hydrogène, a été shortlisté pour des financements liés à la Just Energy Transition. Selon Mining Weekly, l'initiative rassemble notamment Valterra Platinum, Bambili Energy, Sasol et TotalEnergies, avec Accenture comme secrétariat.

Le concept vise à créer une économie locale de l'hydrogène en ciblant d'abord des usages à forte traction industrielle, en priorité la mobilité lourde (logistique, transport) et des applications stationnaires, avec une infrastructure de ravitaillement pensée comme un réseau décentralisé.

Le corridor évoqué suit l'axe de la N3 vers Richards Bay (KwaZulu-Natal), avec l'idée d'exploiter des atouts existants, dont des infrastructures de distribution d'hydrogène, pour accélérer le déploiement.

■ Chine : une usine de dessalement "1 entrée, 3 sorties", eau douce, hydrogène, minéraux.

Le South China Morning Post rapporte qu'une installation pilote en Chine vise un modèle circulaire dit "one-in, three-out" : à partir d'eau de mer, le système produit de l'eau douce, de l'hydrogène vert et une saumure riche en minéraux.

L'article évoque une production de 192 000 m³ standards d'hydrogène et 350 tonnes de saumure minéralisée destinée à des usages chimiques marins, en plus de l'eau dessalée.

Le message industriel est double : réduire le coût de l'eau pour des usages industriels, tout en valorisant des coproduits au lieu de rejeter la saumure comme simple déchet.

■ Pologne : Volkswagen injecte de l'hydrogène pour optimiser un brûleur gaz de 1,5 MW.

Selon H2 View, Volkswagen va installer sur son site de Poznań, situé en Pologne, un système de production d'hydrogène destiné à alimenter, en mélange, un brûleur au gaz naturel de 1,5 MW. L'objectif annoncé est de réduire la consommation de combustible jusqu'à 30 % et de diminuer les émissions de CO₂ sur site,

sans modification lourde des équipements.

Au-delà de l'annonce, l'intérêt est surtout industriel : il s'agit d'un test de "retrofit" sur un appareil de production de chaleur existant, avec une logique *plug-in* potentiellement réplicable. Autrement dit, utiliser l'hydrogène comme levier d'optimisation et de décarbonisation progressive, sans attendre une conversion complète des procédés. Une approche pragmatique à l'heure où la chaleur reste l'un des points les plus difficiles à décarboner dans l'industrie, et où les solutions transitoires capables de s'intégrer rapidement au parc existant peuvent faire école.

■ Canada : des résidus miniers évalués à 140 M\$ CA en métaux précieux.

D'après nos confrères du Journal de Québec, des résidus issus d'un ancien site minier situé à environ 100 km à l'ouest de Québec feraient l'objet d'un projet de valorisation : 923 000 tonnes de déchets seraient concernées, pour une valeur estimée à 140 M\$ CA (≈ 56,8 milliards F CFA).

Le quotidien souligne le potentiel économique de ces "stocks" déjà extraits, à une époque où l'industrie cherche à la fois des ressources additionnelles et des projets à empreinte minière plus contenue.

Au-delà du chiffre, le sujet illustre une tendance lourde : les résidus deviennent une matière première, à condition de maîtriser la récupération des métaux et la gestion environnementale du site.

■ États-Unis : une start-up veut "allumer" des fermes solaires la nuit grâce à l'énergie spatiale.

Selon le site spécialisé TechCrunch, relayé par *pv magazine*, la start-up américaine Overview Energy dit vouloir capter l'énergie solaire en orbite géostationnaire, puis la transmettre vers la Terre sous forme de lumière proche infrarouge, afin d'alimenter des fermes solaires existantes presque en continu, y compris la nuit. La société affirme avoir déjà réalisé une démonstration clé, un transfert d'énergie par faisceau depuis un avion en mouvement vers un récepteur au sol, à 5 km de distance, étape présentée comme une validation du système "en mouvement", indispensable avant une application orbitale.

Overview indique avoir levé 20 M\$ (≈ 11,2 milliards F CFA) et viser une démonstration en orbite basse en 2028, avant un objectif de transmission à l'échelle mégawatt vers 2030.





PRIX PANAFRICAIN DU
MEILLEUR ARTISAN POUR
LA VALORISATION DE L'OR
AU MALI (ÉDITION 2021)
EN CÔTE D'IVOIRE.

DISTINGUÉE PARMI LES 100
ENTREPRISES LES PLUS
DYNAMIQUES DU MALI
(ÉDITION 2022).

PRIX DE LA MEILLEURE PME
D'AFRIQUE AUX FINANCE
AFRICA AWARDS À LOMÉ
(DÉCEMBRE 2022).

LAUREAT DU CHOISIEL 100
AFRICA FORBES EN 2023.



Marena Gold, votre partenaire de confiance pour le raffinage d'or en Afrique de l'Ouest.

MARENA GOLD est la première et unique raffinerie d'or opérationnelle au Mali offrant des services complets de raffinage et d'analyse. Notre installation de pointe produit jusqu'à 100 kg de lingots d'or par jour, avec une pureté exceptionnelle de 99,9 %, garantissant ainsi la qualité et la fiabilité que nos clients attendent.

En plus de son expertise en fonderie et raffinage, MARENA GOLD dispose d'un laboratoire d'analyse certifié, agréé par le ministère des Mines.

Notre laboratoire utilise des technologies de pointe, y compris l'essai au feu les machines XRF, pour fournir des résultats précis et fiables, faisant de nous l'un des plus grands testeurs d'or et d'argent en Afrique de l'Ouest.

Engagée dans une approche durable, MARENA GOLD minimise son impact environnemental tout en soutenant le développement socio-économique des communautés locales.

CONTACTEZ-NOUS POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR NOS SERVICES OU POUR ÉTABLIR UN PARTENARIAT

RAFFINERIE D'OR MARENA GOLD MALI | RAFFINAGE | TEST D'OR

Rue 199, Porte 566, Niamakoro Cité UNICEF | Bamako - Mali | Tél. : +223 20 20 11 12 | www.marenagoldmali.com

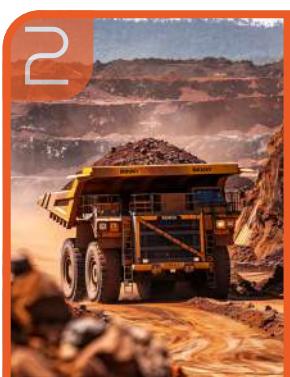
DE CROIRE EN UNE BONNE ANNÉE 2026.

Entre bilans et bonnes résolutions, la transition d'une année à l'autre se conjugue au gré des flashbacks mais aussi et surtout des espoirs d'une nouvelle année bien meilleure que celle qui tire sa révérence. Sans lire dans le marc de café, certains signaux permettent d'entrevoir les tendances de l'année 2026. Elle ne sera sans doute pas la meilleure au Mali mais il y a de quoi croire en une bonne année.



Les projets arrivent à maturation dans le secteur énergétique.

Dans la troisième parution (janvier 2024) de votre revue POINT FOCUS, nous annonçons des projets et des investissements dans le secteur énergétique. Les études des projets de construction des centrales hydroélectriques de Bagoé et du Baoulé ainsi que les projets de centrales solaires et du parc éolien de Botéguékourou sont arrivés à maturation. Les plans de financement pluriannuel du budget d'État permettent de croire que certains de ces projets entreront en service avant la fin de l'année 2026. Ce qui serait un soulagement en termes de desserte énergétique.



Les effets des réformes dans le secteur minier malien se font sentir.

La Loi relative au Contenu local ainsi que le Code minier de 2023 ont mis du temps à voir l'ensemble de ses textes d'application adopté. En 2026, les cinq fonds miniers, le Secrétariat permanent du Contenu local ainsi que la Brigade spéciale des Mines seront opérationnels. Les projections du Ministère des Finances, qui annoncent une contribution du secteur minier à hauteur de 25% du PIB, connaîtront un début de réalisation.



Une production d'or et de lithium renforcée au Mali.

La folie du cours de l'or, qui a connu une forte augmentation en 2025, est annoncée à se poursuivre en 2026 et contrairement aux dernières années, le cours du lithium connaîtra une légère hausse pour se stabiliser à 850 dollars américains la tonne de concentré de spodumène, contre 800 en 2025. Ces prévisions verront le Mali augmenter sa production d'or avec la finalisation de la transition du passage à l'exploitation souterraine pour Fekola et peut-être la finalisation d'au moins deux projets de grandes mines d'or. L'entrée en production des Mines de Lithium de Bougouni (LMLB SA) permettra au Mali d'augmenter de 200 000 tonnes sa production de lithium.

LOCAL CONTENT CHAMPION PROGRAM

Propulser les PME maliennes au cœur du secteur minier !



100 milliards
FCFA

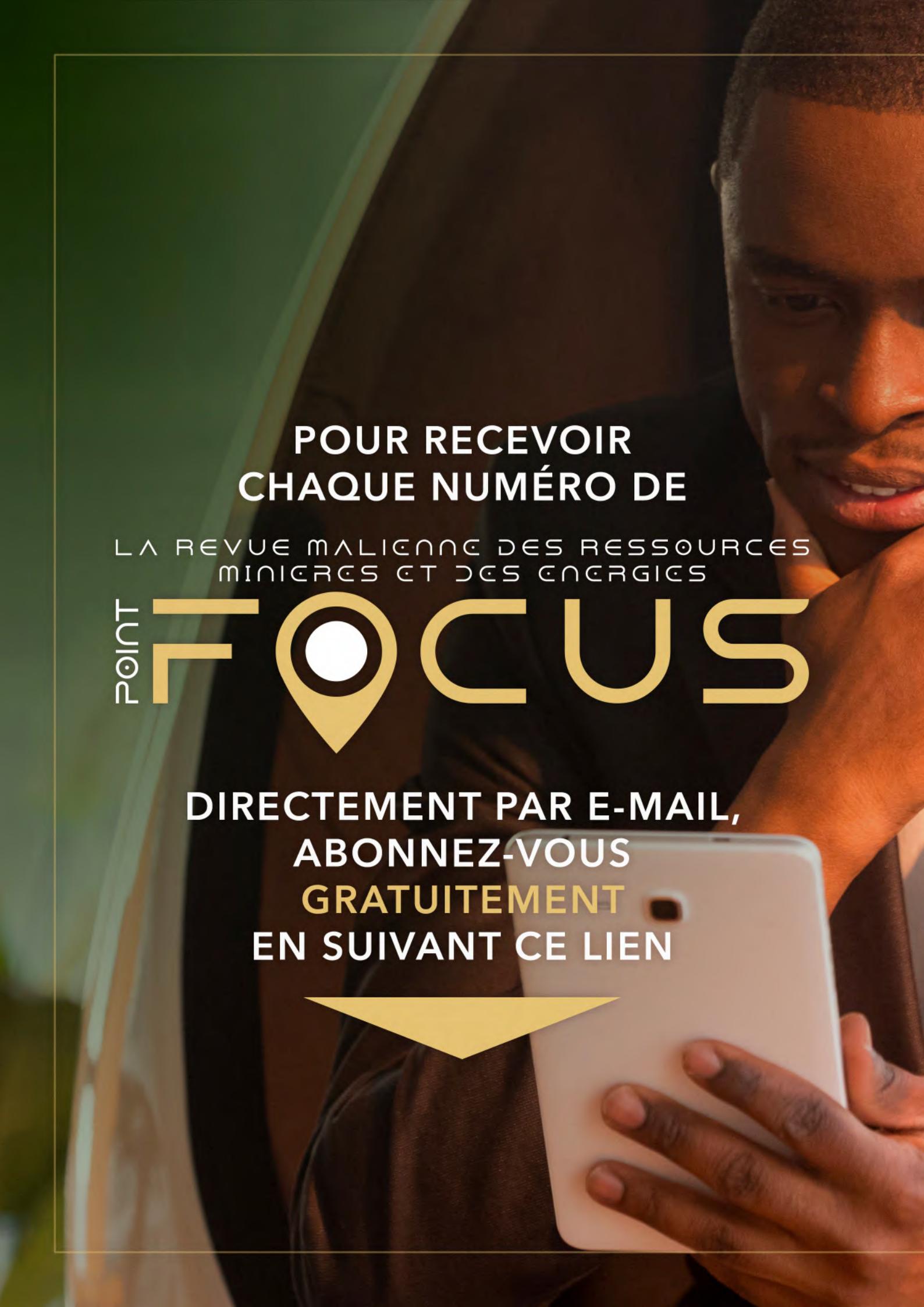


2 000 emplois
directs



30 champions
nationaux





POUR RECEVOIR
CHAQUE NUMÉRO DE

LA REVUE MALIENNE DES RESSOURCES
MINIÈRES ET DES ENERGIES

POINT **FOCUS**

DIRECTEMENT PAR E-MAIL,
ABONNEZ-VOUS
GRATUITEMENT
EN SUIVANT CE LIEN





POINT

u

p

u



l



Avec le CNPM, nos entreprises bâissent chaque jour le Mali main dans la main.



Avec une voix claire et unie pour un cadre favorable.

Pour la liberté d'entreprendre, le dynamisme et la réussite.

En soutenant la vision du progrès du secteur privé pour le progrès du pays.

En favorisant une protection sociale adaptée à notre économie.

Pour représenter et défendre les intérêts des entreprises.

En plaçant l'esprit d'entreprendre au cœur de la société.

Pour construire un dialogue social durable.

En promouvant la formation, comme levier essentiel de compétitivité.

